



**FTHM Consulting et la Mention Histoire  
de la FLSH de l'Université d'Antananarivo**

## **COLLOQUE**

# **Madagascar : plus de 1 300 ans d'histoire économique vivante**

*Apprendre du passé pour construire le futur*



**Cité des cultures  
Antaninarenina**

**03 et 04 Juin 2025**

*Mécène principal*

**AXIAN**

LET'S GROW TOGETHER



**FTHM Consulting**

[www.fthmconsulting.com](http://www.fthmconsulting.com)

## 03 Juin 2025

### 09h00 - 12h15

---

**Entre mers et terres, sociétés et économies à Madagascar précolonial** par Helihanta RAJAONARISON

**L'économie vécue et ressentie par les Malgaches** par Ramisandrazana RAKOTOARISEHENO

**Entreprises et entrepreneurs à Madagascar durant la décolonisation (1945-1960)** par Jeannot RASOLOARISON

### 14h00 - 17h00

---

**Fiscalité et centralisation politique dans le Royaume de Madagascar (1817-1895)** par Samuel SANCHEZ

**L'industrie minière comme miroir des dynamiques économiques et politiques de Madagascar (1820-2024)** par Agathe RANDRIANARISOA

**La dynamique de modernisation économique, 1820 - 1857** par Gwyn CAMPBELL

## 04 Juin 2025

### 09h00 - 12h35

---

**L'histoire de l'élevage bovin dans une perspective de longue durée (années 1870s aux années 1970s)** par Samuel COGHE

**Madagascar depuis l'indépendance : impasse et blocage du développement (visioconférence)** par Dominique BARJOT

**Où va l'économie malgache ? De l'Indépendance au Plan d'ajustement structurel de 1984** par Bearisoa RAKOTONIAINA

**Madagascar : De la pauvreté relative à la pauvreté absolue** par Richard RANARIVONY

### 14h00 - 17h00

---

**Violence, non-violence et ordre politique à Madagascar: une équation complexe** par Mireille RAZAFINDRAKOTO

**L'énigme et le paradoxe: une relecture de la trajectoire de Madagascar sur longue période** par François ROUBAUD

**La main-d'œuvre à Madagascar sous les régimes merina et français, 1780-1947** par Gwyn CAMPBELL



### **Agathe Tiana RANDRIANARISOA**

Economiste du développement spécialiste des impacts socio-économiques de l'industrie extractive  
Dirigeante du cabinet Anjara Research & Consulting depuis 2013 et collaboratrice de plusieurs entités (institutions internationales, ONGs, compagnies minières, communautés affectées) dans le cadre d'études de référence allant de bases de données socio-économiques de nouveaux sites miniers aux effets de l'extraction sur les femmes, jeunes et personnes en situation de handicap



### **Bearisoa RAKOTONIAINA**

Docteur en Histoire économique contemporaine, Sorbonne  
Chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596)  
Enseignant-chercheur des universités de Madagascar



### **Dominique BARJOT**

Professeur émérite d'histoire économique à Sorbonne Université  
Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer depuis 2023  
Président du Comité français des sciences historiques depuis 2017  
Ancien directeur adjoint des SHS CNRS et représentant de la France au Comité permanent de la Fondation européenne de la science  
Ancien président de l'Association française des historiens économistes



### **François ROUBAUD**

Economiste et statisticien  
Directeur de recherche à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement).  
Concepteur d'une méthodologie de mesure de l'économie informelle (ODD8) et de la gouvernance (ODD16) Spécialiste de la Grande Île, auteur de nombreux articles scientifiques et ouvrages sur Madagascar dont L'énigme et le Paradoxe. Economie politique de Madagascar avec Mireille Razafindrakoto et Jean-Michel Wachsberger



### **Gwyn CAMPBELL**

Distinguished James McGill Professor  
Founding Director of the Indian Ocean World Centre, McGill University  
General Editor of the Palgrave Series in Indian Ocean World Studies, and Editor-in-Chief of the Journal of Indian Ocean World Studies.



### **Helihanta RAJAONARISON**

Maître de conférences  
Historienne, enseignante-chercheuse  
Responsable de la Mention Histoire de l'Université d'Antananarivo  
Cofondatrice, Présidente du Musée de la photographie de Madagascar  
Membre de l'Académie malgache



### **Jeannot RASOLOARISON**

Professeur à la Mention Histoire de la Faculté des Lettres et Science Humaines de l'Université d'Antananarivo  
Membre titulaire de l'Académie Malgache  
Spécialiste de l'Histoire contemporaine de Madagascar



### **Mireille RAZAFINDRAKOTO**

Economiste et statisticienne  
Directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).  
Membre de l'équipe DIAL/UMR LEDa (IRD-CNRS-Université Paris Dauphine). Elle a publié de nombreux articles et livres, dont « L'énigme et le Paradoxe. Economie politique de Madagascar », co-écrit avec deux collègues. Elle contribue à différents projets et instances internationaux sur la thématique « Gouvernance et Développement ».



### **Ramisandrazana RAKOTOARISEHENO**

Docteur en Histoire de l'Université Paris 7  
Directeur de Recherches Associée au Centre National de Recherches sur l'Environnement (CNRE)  
Chercheur-Enseignant : ESDGES 1994-1998, Université de Toamasina 1994-1998, Université Catholique de Madagascar 1998-2000  
Membre Titulaire de l'Académie Malgache  
Vice-Présidente de la Section Morale et Politique depuis 2020



### **Richard RANARIVONY**

Professeur, spécialiste en Histoire économique et sociale  
Enseignant-Chercheur de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines - Université d'Antananarivo  
Directeur du laboratoire HIPADE (Histoire, Patrimoine et Développement) et Responsable du Parcours CUDA (Culture et développement en Afrique) au Département d'Histoire  
Responsable de l'Équipe d'Accueil Doctorale 7 (EAD7 : Sociétés, Arts et Cultures du Sud-Ouest de l'Océan indien) de l'École doctorale des Sciences humaines et sociale)



### **Samuël COGHE**

Professeur en histoire africaine et mondiale à l'université de Gand  
Chercheur principal du projet ERC (Post)Colonial Cattle Frontiers. Capitalisme, Science and Empire in Southern and Central Africa, 1890s-1970s depuis Octobre 2023



### **Samuel F. SANCHEZ**

Maître de conférences en histoire de l'Afrique contemporaine à l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne  
Membre de l'Institut des Mondes Africains (UMR CNRS 8171)  
Membre du comité scientifique du Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS CNRS) Etudes Africaines

## **Entre mers et terres, sociétés et économies à Madagascar précolonial**

En contact permanent avec des commerçants empruntant les routes maritimes de l'océan Indien dès le premier millénaire, Madagascar a vu se développer toutes sortes de systèmes économiques qu'ils ont développés et par des migrants de différentes origines qui ont une fois installés ont reproduit leurs modes économiques (pêche, chasse, cueillette, agriculture, élevage, etc.) selon les structures sociales qui prévalait dans chaque groupe à différents moments de l'histoire de l'île. Ma communication évoquera des dynamiques économiques et sociales à Madagascar tout en mettant en lumière les rapports et les relations de Madagascar avec les systèmes-mondes avec lesquels ses habitants sont en relation ou en résonance jusqu'à l'arrivée de la colonisation. - Helihanta RAJAONARISON

## **La dynamique de modernisation économique, 1820-1857**

Ce papier aborde les politiques économiques relativement peu étudiées des régimes merina de Radama Ier et de Ranavalona Ier, depuis le traité britanno-merina en 1820 jusqu'en 1857, au milieu du XIXe siècle. Durant cette période de près de quatre décennies, le régime merina lançait une dynamique de modernisation économique. Il cherchait à remplacer la dépendance aux exportations d'esclaves, principale source de revenus extérieurs, par le développement des exportations « légitimes », basées principalement sur les cultures de rente, et l'exploitation des animaux et les forêts. Parallèlement, il inaugurerait une tentative d'industrialisation contemporaine des premières tentatives d'industrialisation en Europe hors de Grande-Bretagne, une tentative qui, en Afrique, n'a eu d'équivalent qu'en Égypte. Nous adressons ici la nature de ces politiques, leur raison d'être et leurs résultats. - Gwyn CAMPBELL

## **Fiscalité et centralisation politique dans le Royaume de Madagascar (1817-1895)**

Il s'agira dans cette communication d'aborder la lente construction d'un régime de fiscalité à Madagascar, condition essentielle de la centralisation politique à Madagascar.

Le royaume de Madagascar, bâti autour de l'appareil monarchique merina, est marqué dès le début du XIXe siècle par un rapport singulier à l'économie. Des structures fiscales existent certes sous différentes formes et de longue date à Madagascar. Mais avec la diffusion des écoles chrétiennes et la diffusion de la bureaucratie, c'est l'ensemble du rapport à la gestion administrative qui connaît une évolution rapide.

Je présenterai d'abord comment, dans un contexte de monétarisation de l'économie, le numéraire est considéré peu à peu comme une ressource centrale dans l'administration du royaume, des années 1820 à 1895.

En second lieu, je présenterai quelques types d'impôts et taxes en usage dans le Royaume, et comment ces taxes ont participé de la construction et de la consolidation du pouvoir central.

Dans un dernier point, je détaillerai comment les grands dignitaires, comme Rainilaiarivony, peuvent être considérés comme de véritables institutions économiques, jouant un rôle fondamental dans la centralisation politique à Madagascar. Samuel F. SANCHEZ

## **L'économie vécue et ressentie par les Malgaches**

Dans la description de la pauvreté des Malgaches, peut-on seulement la comprendre par l'économétrie moderne, ou y-a-t'il d'autres explications de type structurel au niveau des mentalités et de la culture ? En apparence, la compatibilité des valeurs culturelles avec les notions de bénéfiques, de surplus et d'épargne n'est pas toujours évidente, même si les calculs économiques font partie de la vie de tout être humain. A ce titre, le début du XIXe siècle est une période charnière entre une époque des royaumes finissant où l'économie était à peine monétarisée, mais où les échanges étaient par ailleurs assez intenses, et l'époque de Radama Ier avec l'entrée en vigueur de multiples conventions économiques faisant de Madagascar un nouveau partenaire international. Ce nouveau modèle a-t'il entraîné des changements de mentalités et de pratiques plus à même de se conformer à l'attente du mythe du développement, ou a-t'il été « submergé » par « l'habitus » des valeurs culturelles ? Notre propos sera à la fois le survol des pratiques économiques et un essai d'explications pour répondre à notre question de départ. Dans cette optique, la connaissance de l'histoire et de la culture nous semble fondamentale pour comprendre les attitudes d'aujourd'hui. - Ramisandrazana RAKOTOARISEHENO

**La main-d'œuvre à Madagascar sous les régimes merina et français, 1780-1947**

Des trois facteurs de production – la terre, le travail et le capital – le travail a sans doute joué le rôle le plus crucial dans les économies de Madagascar précoloniale et coloniale, de la fin du XVIIIe au milieu du XXe siècle. Ce papier compare et oppose les structures du travail et leur importance pour les régimes merina et français à Madagascar. Il le fait dans le contexte d'un manque critique de capital, de l'omniprésence de l'esclavage à l'époque précoloniale et de la persistance des relations esclavagistes pendant la période coloniale française. Il examine les conséquences des politiques du travail sur les économies des deux régimes et sur leur stabilité politique. - Gwyn CAMPBELL

**Entreprises et entrepreneurs à Madagascar durant la décolonisation (1945-1960)**

À Madagascar, les entreprises privées connaissent un développement de leurs activités dans les années 1950 avec le retour de la stabilité économique dans l'île. Dans ce contexte, des entrepreneurs français consentent des investissements importants dans l'agro-industrie, tandis que d'autres interviennent dans les industries de transformation et dans les activités commerciales. Ils créent ou perfectionnent des établissements dans des régions où les matières premières à transformer se trouvent en abondance. En fait, le développement économique nécessite une augmentation en nombre des entreprises. - Jeannot RASOLOARISON

**L'histoire de l'élevage bovin dans une perspective de longue durée (années 1870s aux années 1970s)**

Cette intervention analyse le développement de l'industrie bovine à Madagascar de la fin de la période précoloniale au début de la période postcoloniale, en mettant l'accent sur les développements pendant la période de la domination coloniale française (1896-1960).

Les royaumes malgaches, Merina et autres, exportaient déjà des zébus 'à pied' et des peaux en quantités considérables depuis le début du 19ème siècle, mais ce n'est qu'après la conquête coloniale française que les chiffres d'exportation ont grimpé en flèche. Outre les animaux vivants, qui étaient principalement exportés vers les Mascareignes, et les peaux, qui trouvaient leur chemin vers l'Allemagne, les États-Unis et la France, une nouvelle filière d'exportation de viande en conserve et congelée a pris de l'importance à partir des années 1910, avec l'établissement de plusieurs grandes usines de viande dans l'ensemble de l'île. Cependant, après la Seconde Guerre mondiale, le commerce d'exportation est entré en crise et, après une reprise dans les années 1960 et au début des années 1970, les exportations de bétail de Madagascar se sont effondrées.

Comment expliquer l'essor et la chute du commerce international en produits bovins de Madagascar? Dans mon analyse, je prêterai attention aux processus de transformation plus larges de l'industrie bovine, à la fois à Madagascar et dans le monde. D'une part, l'exportation de produits bovins n'était qu'un aspect de la transformation profonde de l'élevage bovin à Madagascar pendant la période coloniale. Afin de mettre en valeur les énormes ressources en zébus et poussés par des opinions négatives sur les pratiques pastorales locales, les administrateurs, entrepreneurs et experts vétérinaires européens (principalement français) et malgaches ont conçu et mis en œuvre une large gamme d'interventions. Si ces interventions comprenaient, par exemple, l'amélioration des races bovines locales, de nouvelles méthodes de gestion des maladies bovines ou une taxe sur les bovins, elles se sont souvent heurtées à de sérieuses difficultés et à des résistances de la part des propriétaires malgaches. Des fois, elles ont aussi eu des conséquences inattendues. En outre, on doit poser la question si les Français ont vraiment investi suffisamment pour faire de Madagascar une nouvelle Argentine, comme ils l'avaient déclaré au début de la colonisation. D'autre part, il est important de souligner que le développement du secteur bovin de Madagascar n'a pas eu lieu dans le vide. Il a été lié et profondément influencé par les changements économiques, scientifiques et technologiques dans la production bovine à travers le monde. - Samuel COGHE

## **Madagascar depuis l'indépendance : impasse et blocage du développement**

Madagascar est aujourd'hui l'une des nations les plus pauvres du monde. Après l'indépendance, obtenue en 1960, l'économie malgache a poursuivi son développement sur la base de l'époque coloniale. Elle hérite alors de la politique de construction d'infrastructures par les autorités françaises et d'une économie de marché fondée sur les produits agricoles, les mines, le textile et le tourisme. Durant la présidence de Philibert Tsiranana, de 1960 à 1972, Madagascar connaît une croissance lente mais régulière du revenu par tête. Elle s'appuie à la fois à l'aide publique et aux capitaux français, mais aussi à une politique agricole volontariste et à un investissement marqué dans l'éducation.

Sous la Deuxième République, la crise politique des années 1972 à 1975, puis les choix collectivistes du président Didier Ratsiraka ouvrent la voie à une nouvelle crise plus globale, puis à une longue dépression économique qu'aggrave ensuite les mesures d'ajustement structurel imposées par le FMI à partir de 1982. Depuis le départ de Ratsiraka et l'institution des Troisième et Quatrième Républiques, l'économie nationale ne parvient pas à retrouver la voie d'une croissance économique soutenable et régulière ni même son niveau de développement de la fin des années 1960. Cela s'explique par les graves crises survenues en 2001, 2009 et 2020-2021, cette dernière en raison de l'épidémie de COVID-19. Y concourent également la succession des catastrophes naturelles (cyclones, inondations, sécheresses), l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et la corruption.

Soumise à une croissance démographique forte, l'économie de Madagascar repose sur l'agriculture. Si le riz en constitue la première production agricole, le pays devient à partir de 1994 importateur net de riz asiatique, moins coûteux. De ce fait la dépendance de Madagascar vis-à-vis de l'industrie minière se renforce. Quant au secteur de l'énergie, il présente les caractéristiques propres aux pays les moins avancés, avec, notamment, une domination écrasante de la biomasse. Cependant, à partir de 2002, le président Marc Ravalomanana ouvre le pays aux investissements étrangers et à l'essor du commerce extérieur. En dépit du lancement par le président Andry Rajoelina, en 2019-2023, du « Plan émergence », la situation économique de Madagascar demeure fragile. En effet, le pays se caractérise par un faible potentiel de croissance. Des réformes structurelles d'envergure sont nécessaires à une accélération significative et durable de la croissance à court, moyen et long terme. Il s'agit en effet de sortir d'une trop grande dépendance des secteurs prioritaires par rapport aux aides publiques et aux financements bilatéraux et multilatéraux émanant de bailleurs de fonds internationaux. - Dominique BARJOT

### **Où va l'économie malgache ? De l'Indépendance au Plan d'ajustement structurel de 1984**

Jusqu'à nos jours, Madagascar ne retrouve pas encore la performance économique de 1971. Cette dernière est le résultat de la mise en œuvre de deux plans de développement économique et social initiés sous le régime de Philibert Tsiranana, partisan de la privatisation de l'économie : le plan quinquennal de 1964 à 1968 et surtout le plan appelé « Grandes opérations » à partir de 1969.

1972 constitue un tournant. Le pays quitte la Communauté française, et par la suite la zone franc. Il ne bénéficie plus de l'aide française comme auparavant. Avec une période transitoire de trois ans où il n'y a pas de ligne politique économique claire, et les répercussions de deux crises pétrolières mondiales des années 1970, l'économie malgache se trouve à bout de souffle. Le basculement vers un régime socialiste révolutionnaire à partir de 1975 n'entraîne pas de résultats positifs sur le plan économique de la Grande Ile.

L'introduction de cette communication est basée sur une vue d'en haut de la situation économique de Madagascar depuis la mise en vigueur de la loi française sur l'autofinancement des colonies (1900) jusqu'à la fin du plan décennal (1958). L'intervenant parlera dans sa conclusion le début de l'expérience libérale à Madagascar suite au contexte géopolitique mondial marqué par la défaite du bloc de l'Est à partir de 1985. - Bearisoa RAKOTONIAINA

## **L'industrie minière comme miroir des dynamiques économiques et politiques de Madagascar (1820-2024)**

Des premières ruées vers l'or à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux projets à grande échelle du XXI<sup>e</sup>, l'industrie minière malgache reflète cinq étapes distinctes de l'histoire économique et politique du pays. La phase coloniale érige d'emblée une économie d'enclave : l'or, bientôt relayé par le graphite et la chromite, finance des infrastructures ferroviaires et portuaires, mais la valeur ajoutée reste largement captée par la métropole. Après 1960, l'État nationalise les principaux actifs pour rapatrier la rente ; toutefois, la sous-capitalisation de sociétés comme Kraomita Malagasy entraîne un recul de la production industrielle, tandis que l'extraction aurifère glisse vers l'artisanat, révélant l'essor d'un secteur informel qui échappe au pays.

Sous l'effet des ajustements structurels, la libéralisation des années 1980-1990 et le Code minier de 1999 font bondir les dépenses d'exploration et ouvrent la voie aux capitaux étrangers. Vient alors l'expansion extractive : Rio Tinto-QMM (ilménite-zircon) puis Ambatovy (nickel-cobalt) injectent plus de 10 milliards USD, portent les exportations minières à près de 30 % des ventes extérieures, mais la valeur ajoutée locale demeure inférieure à 5 % du chiffre d'affaires, prolongeant la logique d'enclave.

L'essor récent du graphite destiné aux batteries, l'adoption d'un nouveau Code minier en 2023 et la relance du projet Base Toliara illustrent enfin la concurrence entre impératifs de transition énergétique globale et exigences internes de redistribution et de gouvernance. Ainsi, de la période coloniale à 2024, la mine industrielle agit comme un miroir grossissant des dynamiques économiques et politiques, des modèles de développement et des dilemmes socio-écologiques qui traversent Madagascar. - Agathe Tiana RANDRIANARISOA

## **L'énigme et le paradoxe: une relecture de la trajectoire de Madagascar sur longue période (version actualisée).**

JuLes théories du développement sont impuissantes à expliquer la contreperformance économique malgache sur longue période. Nous proposons une relecture de l'histoire malgache en mobilisant le cadre d'analyse de l'économie politique en mobilisant un jeu d'enquêtes originales. Nos analyses pointent un certain nombre de facteurs de blocage profonds : fragmentation sociale, atrophie des corps intermédiaires, extrême concentration du pouvoir et théologie politique. Néanmoins, Madagascar a fait montre d'une forte capacité de transformation : transitions économique (avec l'arrivée d'une classe d'entrepreneurs nouveaux) et politique (avec les alternances démocratiques) ; mise en place d'institutions solides ; contrôle de la violence ; expression des aspirations économiques et citoyennes de la population.. La communication présentera les principaux éléments structurants de l'« équation malgache » formulé dans l'ouvrage L'Énigme et le Paradoxe. Economie politique de Madagascar paru en 2017, et tentera d'en tester la validité au cours la dernière décennie. - François ROUBAUD

## **Madagascar : De la pauvreté relative à la pauvreté absolue**

Plus d'un demi-siècle après l'indépendance, le bilan économique de Madagascar n'est pas brillant. Madagascar n'a jamais connu une croissance économique stable et durable. Les promesses de développement avec les différentes républiques qui se sont succédées n'ont pas été tenues depuis l'indépendance en 1960. Nous ne retiendrons qu'un indicateur parmi tant d'autres pour montrer la descente continue de Madagascar « aux enfers » : le PIB par habitant a été divisé par deux sur la période. Malgré plusieurs changements de régimes et d'orientation économique, Madagascar n'a jamais enregistré une période durable de croissance économique et les jeunes générations n'ont connu qu'un environnement en régression permanente. Depuis 1960, les grands changements d'options politiques, indépendamment de leurs caractéristiques légitimes ou non ont causé des récessions économiques et des dégradations de la vie sociale de la quasi-totalité de la population. Autrement dit, une grande partie des initiatives économiques et politiques s'était soldée par un fiasco total. Madagascar occupe le rang peu enviable d'un pays le plus pauvre de la planète. Le niveau de vie est aujourd'hui si faible que l'immense majorité de la population vit dans le dénuement total et complet et ne peut satisfaire ses besoins fondamentaux : se nourrir, se loger, se soigner, s'éduquer.

Le pays durant la quasi-totalité de son indépendance se trouve toujours dans une situation d'urgence et les questions économiques restent encore des défis à relever. Aussi, la croissance économique n'avait pas suivi le rythme de l'augmentation démographique galopante et la récession économique aggravée par cette croissance démographique infernale a ébranlé le marché du travail. Le pays n'arrive plus à satisfaire la forte demande d'emploi de jeunes. Et vers la fin des années 1970 et début des années 1980 et la période suivante, la paupérisation de la masse était réellement en marche et s'était installée pour de bon sans concession. Le pouvoir d'achat des ménages ne cesse de se réduire et l'écart entre l'évolution des prix et celle de salaires s'était accentué continuellement et s'était creusé inexorablement d'année en année. Les traitements de salaires ne correspondent plus au coût réel de la vie. - Richard RANARIVONY

Mots-clés : économie, indépendance, pauvreté, développement, démographie.

## **Violence, non-violence et ordre politique à Madagascar: une équation complexe**

Les pays qui connaissent un déclin économique constant à long terme ont généralement souffert de cycles répétés de mauvaise gouvernance et de périodes de violence. Cependant, depuis l'indépendance, Madagascar n'a jamais été paralysé de façon permanente par des conflits armés internes et encore moins externes. L'île est présentée comme un pays « pacifique ». Cet article questionne la réalité de cette société malgache non-violente, en s'appuyant sur des données statistiques et en remontant dans le temps pour poser les bases d'une histoire de la violence politique. Il propose des interprétations de la faible utilisation de la violence physique et de la montée du sentiment d'insécurité, bien plus importante que la montée de la violence interpersonnelle. Cette situation découle de la structure même de la société malgache. La faiblesse de l'organisation, entre des élites fragmentées et une population géographiquement atomisée et socialement dominée, n'est pas propice à l'émergence de la violence politique. La prépondérance de la violence symbolique maintient l'ordre établi et freine l'émergence de mouvements susceptibles de remettre en cause l'équilibre social. Mireille RAZAFINDRAKOTO